



GRAND CONSEIL

Initiative - 21_INI_3 - José Durussel et consorts - Accroissement des populations de loups: les intérêts des zones de montagne sont-ils suffisamment pris en compte?

Texte déposé :

Initiative législative cantonale demandant au Conseil d'Etat d'intervenir auprès des autorités fédérales.

L'augmentation rapide de la population de loups dans les zones de montagne accentue une fois de plus la pression sur l'agriculture, l'exploitation des alpages et le tourisme alpin. Dans les Alpes, la situation est déjà tellement précaire et tendue que des alpages doivent être abandonnés prématurément ou ne pas être utilisés du tout. Le rejet de la loi révisée sur la chasse lors du référendum de septembre 2020 permet l'aggravation de la situation. Des loups individuels ou des meutes seront de plus en plus trouvés dans et autour des zones habitées. La peur naturelle du loup envers les humains n'existe plus. Sans mesure, il y a un risque de dépérissement de nombreux territoires dans toutes les zones de montagne en raison de l'augmentation des dangers liés aux risques naturels. La pression doit être mise sur le Gouvernement Fédéral pour qu'il agisse au niveau des ordonnances afin de mettre en place des solutions permettant une régulation simplifiée des loups dans le but de ralentir la propagation incontrôlée dans les zones habitées. En outre les finances fédérales destinées à compenser les mesures de protection des troupeaux doivent être massivement augmentées sans que les finances cantonales ou les paiements directs soient touchés.

Au vu des dispositions très restrictives de la confédération concernant la régulation et devant le constat d'une augmentation rapide du nombre de loups en Suisse, des exigences croissantes en matière de protection des troupeaux, des tâches de gestion associées aux zones de pâturage, de la propagation et de la présence croissante de loups dans les zones habitées sans qu'il n'existe des dispositions légales pour assurer des prélèvements rapides et efficaces.

Au vu des futures populations de loups dans le canton et pour garantir la sécurité des troupeaux et dans l'intérêt de la population, le Grand Conseil demande au gouvernement vaudois de déposer une initiative auprès du Conseil Fédéral afin qu'il adapte en conséquence la législation sur la chasse.

Conclusion : Renvoi à une commission avec au moins 20 signatures

Cosignatures :

1. Alette Rey-Marion (UDC)
2. Anne-Lise Rime (PLR)

3. Aurélien Clerc (PLR)
4. Bernard Nicod (PLR)
5. Carole Dubois (PLR)
6. Carole Schelker (PLR)
7. Céline Baux (UDC)
8. Claude Matter (PLR)
9. Daniel Ruch (PLR)
10. Denis Rubattel (UDC)
11. Dylan Karlen (UDC)
12. Florence Gross (PLR)
13. Jean-Bernard Chevalley (UDC)
14. Jean-François Thuillard (UDC)
15. Jean-Marc Sordet (UDC)
16. Jean-Rémy Chevalley (PLR)
17. Josephine Byrne Garelli (PLR)
18. Julien Cuérel (UDC)
19. Maurice Treboux (UDC)
20. Nicolas Bolay (UDC)
21. Philippe Ducommun (UDC)
22. Philippe Germain (PLR)
23. Philippe Jobin (UDC)
24. Philippe Liniger (UDC)
25. Pierre-André Pernoud (UDC)
26. Sacha Soldini (UDC)
27. Sylvain Freymond (UDC)
28. Werner Riesen (UDC)
29. Yann Glayre (UDC)
30. Yvan Pahud (UDC)